Elections Législatives du 18 Novembre

CIRCONSCRIPTION DE VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE

Candidature MRP

Mes Chers Concitoyens,

Le 18 Novembre, vous avez à élire votre Député pour cinq ans. Ces années seront décisives. Jamais depuis cent ans la France n'a connu de montée démographique aussi forte : la génération d'après guerre va arriver à l'âge d'homme et aux responsabilités. Jamais davantage sans doute le monde n'a été aussi bouleversé. Jamais non plus l'évolution des techniques n'a tant révolutionné les situations acquises.

Pour répondre aux besoins qui en découlent une transformation profonde de la France doit être entreprise dans ses **structures politiques, sociales, économiques.** Trois objectifs fondamentaux semblent donc s'imposer :

— Une démocratie moderne

— L'expansion économique

— L'Europe unie

1° — UNE DEMOCRATIE MODERNE, QUI EXIGE :

Un gouvernement efficace, un parlement utile, des citoyens responsables.

A l'égard de la Ve République, mes amis du Parlement n'ont pratiqué ni le soutien inconditionnel, ni l'opposition systématique. Nous avons tous approuvé la Constitution de 1958 et y devenons attachés, mais nous avons refusé de suivre le Pouvoir quand il a remis en cause la construction de l'Europe unie.

Nous pensons que le Gouvernement d'une Nation moderne **doit être fort, à l'abri de l'instabilité** : mais le Pouvoir ne doit pas être isolé, ni confié aux seuls technocrates, non plus que dépendre d'un seul homme.

Nous demandons que le Parlement exerce la plénitude de ses droits législatifs et de contrôle, que sa durée soit liée à celle du Gouvernement qu'il a institué : d'accord sur un programme découlant de la majorité parlementaire, s'il se produit un divorce il est normal de revenir devant le verdict du juge souverain : **le Peuple de France.** Nous entendons que les structures professionnelles, culturelles, soient associées à la direction de la nation, que le pouvoir politique et la responsabilité économique et sociale soient étroitement liés, c'est le moyen d'éviter la menace du vide politique, du désintéressement de la chose publique, c'est le moyen d'assurer **la vie réelle de la démocratie et d'échapper à l'aventure.**

2° — L'EXPANSION ECONOMIQUE

Doit se faire au bénéfice de tous les Français : Familles, salariés, Agriculteurs, classes moyennes, retraités ,jeunes....

Le redressement financier, la stabilité monétaire n'ont été obtenus depuis quatre ans qu'au dépens du niveau de vie de nombreuses catégories de Français essentiellement **les vieux, les familles, les paysans.** La justice sociale n'a pas été équitablement répartie. Partisans résolus de l'**expansion économique**, nous entendons qu'elle **profite à tous.**

Il s'agit de vouloir une politique des revenus et augmenter les ressources des plus dépourvus :

Les familles en rattrapant le retard pris par les Allocations Familiales sur les salaires.

Les personnes âgées dont les prestations sont restées anormalement basses.

Les ouvriers retraités par un meilleur calcul de leur retraite et son octroi à 60 ans dans les professions pénibles ou par plus de largesse dans l'appréciation de la sénilité précoce.

Les serviteurs de l'Etat qui dans certaines catégories restent des parents pauvres.

Il faut rendre l'enseignement dans **le maintien entier de la liberté** accessible à tous les niveaux, à tous les enfants, pousser d'urgence l'équipement scolaire et le recrutement des maîtres.

Il faut investir d'amples crédits dans **l'aménagement du territoire,** clef de tout l'avenir économique et social du pays.

Le déséquilibre entre PARIS et la Province, entre certains autres centres urbains dont la croissance est démesurée et l'ensemble des campagnes n'a pas diminué depuis quatre ans, au contraire et cette évolution peut demain déclencher de graves troubles sociaux. Il faut donner son sens à la planification de l'économie, pratiquer hardiment une politique de « **ruralisme** », promouvoir réellement la **décentralisation industrielle** par des stimulants fiscaux et financiers, prévoir une réforme du crédit et une utilisation plus rationnelle de l'épargne française insuffisamment investie, soutenir les réformes de structures indispensables à la modernisation de l'agriculture et à la mise à parité des agriculteurs avec les autres catégories sociales, offrir aux rapatriés d'Algérie les

meilleures conditions d'intégration dans l'économie nationale, mettre en place de **véritables conseils économiques et sociaux à la tête de chaque région** ayant pouvoir d'information et éventuellement de certaines décisions.

3° — **L'EUROPE UNIE**

Est seule capable d'assurer notre développement et notre sécurité. Et, c'est en la munissant d'une autorité politique qu'elle sera capable de mener à bien son unité économique afin que l'agriculture française garde les avantages des accords de BRUXELLES et améliore ses débouchés, que soit accélérée l'harmonisation des salaires et des structures sociales, que se réalise une **coordination de l'énergie et une harmonisation des investissements.**

Elle doit aussi assurer sa sécurité contre les dangers qui la menacent et cela doit être dans le cadre d'une défense commune. Ce sera pour elle le moyen d'être respectée par ses adversaires et traitée en égale par ses alliés. Unie, elle permettra par sa puissance en tous les domaines de maintenir des **liens durables avec l'Afrique** en pouvant y assurer l'équipement économique et culturel de ces jeunes Etats.

Dans notre arrondissement, les problèmes du monde ouvrier sont particulièrement douloureux et cruciaux avec la crise de notre **Bassin minier.** Ni les manifestations, ni les discours n'ont abouti à une reconversion effective. Les résultats obtenus sont dérisoires face aux besoins. La triste preuve est apportée de la primauté donnée à l'économique sur l'humain. Cependant les grands centres qui grandissent démesurément, les situations qui conduisent à de longs déplacements entre le lieu de travail et la cité dortoir ne sont pas économiquement défendables. Ce qui est investi ici et par tous, ce qui grève les prix de production serait mieux placé sans doute et de manière moins onéreuse et plus humaine là où une population ouvrière installée attend seulement la pérennité d'un travail.

Et la conséquence a sa répercussion sur tout l'ensemble qui démontre au-dessus d'un professionnalisme trop étroit la solidarité, la complémentarité de toutes les activités qui sont dans la région durement atteintes par le déséquilibre créé.

Il semble **que tout ou presque est à faire dans notre Département** sur le plan des structures et que nous faisons bien partie **du désert français.**

A nous d'agir pour en sortir !

Ajouterais-je m'adressant plus particulièrement **aux agriculteurs** que je pense être le seul candidat paysan à affronter les suffrages dans les trois circonscriptions de ce Département. Qu'il me soit permis d'ajouter encore que trente ans passés dans l'action sociale et professionnelle me permettent hors de toute démagogie de **connaître et défendre valablement nos communs problèmes.**

En acceptant de déposer ma candidature, j'ai pensé avec les amis qui m'y ont obligé que le dilemme entre oui ou non était clos et que spécialement chez nous devait être clarifiée une situation politique dont l'imbroglio incombe entièrement à certains de nos voisins de droite : l'alliance virtuelle avec les radicaux ne se termine qu'à l'instant de la compétition pour le seul siège restant libre.

De notre côté, une seule chose a compté dans le passé : la primauté donnée au principe de la liberté de conscience et cela sera vrai demain.

Si aujourd'hui on nous trouve particulièrement gênants, nous le regrettons, mais il convient que la preuve nous soit apportée de la fin d'un marché contre nature qui sévit ici depuis quelques vingt ans, tandis que nous permettions ou favorisions des victoires dans un total esprit de libéralisme et de désintéressement.

Dans un climat de renouveau, nous sommes tous disposés à nous entendre, à condition bien sur que place soit donnée à nos tendances.

Nous entendons demeurer **fidèles à la démocratie,** nous voulons qu'elle ne retombe plus dans les errements du passé, dans les conditions difficiles de la vie internationale, pour répondre aux exigences de la technique, pour assurer à tous les français leur juste part dans la cité. **La France a besoin d'institutions équilibrées.** Pour y pouvoir, il vous appartient d'envoyer au parlement des hommes ayant l'expérience de la chose publique, une totale droiture, beaucoup de fermeté ; essentiellement **la volonté de servir** et de servir surtout les plus déshérités, les plus faibles dans le sens d'une fraternité qui se traduise en actes.

Je viens vous demander de vous attacher avec moi à mener à bien le programme dont vous venez de lire les grandes lignes.

Pour que vive la République

et que vive l'Arrondissement de VILLEFRANCHE.

RENE JAYR, agriculteur aux Pesquiés.

Mlle MONCET, Assistante sociale.

CANDIDATS M. R. P.

Imp. Salingardes — Villefranche-de-Rgue